

LE COMMERCE FRANCAIS AVEC L'AMERIQUE LATINE PENDANT L'AGE DE L'INDEPENDANCE

(premiere moitie du 19e. siècle)

Résumé

Quelle importance avaient les relations économiques avec l'Amérique latine pour la France? Pour répondre à cette question il faut mettre en évidence la situation en Europe autour de 1815. Après le Congrès de Vienne tous les états européens s'isolaient les uns des autres à cause des droits prohibitifs. L'Angleterre était le premier pays à commencer avec l'industrialisation sous le système de protection. Les autres pays européens voulaient imiter cet exemple. Les anciens débouchés n'existaient plus. Les industries qui avaient exportés autrefois, étaient donc obligées de se tourner vers le marché d'outremer. C'était la seule possibilité de vendre les produits que le pouvoir d'achat —encore limitée dans le propre pays— ne pouvait absorber. C'est seulement ainsi que s'explique le fait que les Etats-Unis avaient été jusqu'à la fin des années trente, le partenaire le plus important de la France dans le commerce extérieur. La libéralisation croissante du commerce extérieur anglais dans les années quarante, changea la situation d'une manière fondamentale. Les produits qui avaient été exclus du marché anglais auparavant, rencontraient ici un grand pouvoir d'achat grâce à l'industrialisation. Ainsi l'accent principal fut remis sur l'Europe, car le commerce entre les pays plus développés sur le plan économique, augmente plus rapidement que celui entre les pays économiquement sous-développés. La grande importance de l'Amérique latine comme marché pendant une certaine phase aux débuts de l'industrialisation s'explique ainsi.

Pour l'Amérique latine on constate deux tendances générales: La force destructrice de la guerre et l'animation provoquée par le commerce extérieur avec tous les pays. La Révolution avait eu comme conséquence immédiate un déclin. Tous les pays s'adaptèrent aux nouveaux besoins du marché mondial et ils étaient liés de plus en plus à l'économie croissante du 19e. siècle, centrée en Grande-Bretagne.

Introduction: L'état actuel de recherches et des sources

La constatation que R. A. Humphrey fait dans son essai "British Merchants and South American Independence" (1965) est toujours valable: "The Economic History of Latin America in its age of emancipation is still unwritten. There is an immense literature relating to political, constitutional, diplomatic and military history. It is possible to follow, if not hour by hour, almost at least, day by day, the movements of Bolivar and, on occasion, of San Martin, the two greatest of the "liberators". But the disruptive effects of war and revolution, on the one hand, and the stimulating, but also in part disruptive, effects of the rise of foreign trade, the arrival of the foreign merchant, and the beginnings of foreign capital investment, on the other, still await their historian".¹ Un exposé complet de la situation, des méthodes et de l'histoire économique en Amérique latine fut présenté pour la première fois par la Comisión de Historia Económica del Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (Clacso) à l'occasion du XXXIXe Congrès International des Américanistes qui a eu lieu au mois d'août 1970 à Lima.²

Les guides qui nous informent sur les sources de l'histoire de l'Amérique latine, publiés en Europe, témoignent de l'intérêt croissant à l'his-

¹ R. A. Humphreys, *Tradition and Revolt in Latin-America and other essays*. London, 1969, p. 106.

² Heraclio Bonilla, Marcello Carmagnani, Enrique Florescano, Tulio Halperin, Francisco Iglesias, Juan Maiguashca, Thomas Mathews, Juan Oddone, Ruggiero Romano, *La historia económica en América Latina I. Situación y métodos*, México, 1972; Jan Bazant, Woodrow Borah, David A. Brading, Sherburne F. Cook, Roberto Cortés Conde, Enrique Florescano, Tulio Halperin, Francisco Iglesias, Juan Maiguashca, Thomas Mathews, *La historia económica en América Latina II. Desarrollo, Perspectivas y Bibliografía*, México, 1972.

toire de ce continent.³ Heraclio Bonilla, qui en 1970 a soutenu une thèse sur les aspects de l'histoire économique et sociale du Pérou de 1821 à 1879 à l'Université de Paris I, et qui avait fait d'importantes recherches dans des archives en France, en Angleterre et au Pérou, analyse les sources françaises et anglaises comme suit: "Les sources sont plus dignes de foi que leurs homologues péruviennes, surtout pour la première moitié du XIXe. siècle."⁴ La correspondance commerciale des consuls français en Amérique latine représente sans doute la source française la plus importante.⁵ Cette correspondance comprend pour le Brésil et les anciennes colonies espagnoles seulement, plus de 100 volumes pour la première moitié du 19e. siècle.

En outre, la correspondance politique, les mémoires et documents, la correspondance des îles aux Caraïbes et celle de Cadix, Lisbonne et Madrid sont d'un certain intérêt pour la période transitoire. Un seul volume de la correspondance commerciale contient de 800 à 1 000 pages.

Une grande quantité de sources se trouvent dans les Archives nationales à Paris. Les séries F12 et BB4 (marine) sont d'un intérêt spécial. Des recherches ont été faites aussi dans les Archives de l'Etat à Neuchâtel et dans des archives départementales, municipales, et dans les archives des Chambres de Commerce, ainsi que dans des bibliothèques à Bordeaux, Marseille, Le Havre, Rouen, Nantes, Montpellier, Pau et Bayonne. Dans les villes maritimes il fallait renoncer les entrées et les sorties des navires avec les noms des armateurs. Pour citer un exemple: dans les Archives départementales de Marseille il y a pour la première moitié du 19e siècle 45 registres, établis par les autorités du port, dans lesquels sont enregistrées les entrées de toutes les navires. Dans un des registres sont énumé-

³ Hermann Kellenbenz, *Neue Archivführer für Lateinamerikaforscher*, in: *Jahrbuch für Geschichte von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas*, hrsg. von R. Koneczke u. Hermann Kellenbenz unter Mitarbeit von Günter Kahle u. Hans Pohl, vol. 11, Köln-Wien 1974, pp. 352-382; pour l'Allemagne Fédérale cf. *Führer durch die Quellen zur Geschichte Lateinamerikas in der Bundesrepublik Deutschland*, bearbeitet von Renate Hauschild, Thiessen und Elfriede Bachmann. Veröffentlichungen aus dem Staatsarchiv der Freien Hansestadt Bremen, hrsg. von Karl H. Schwebel, Band 38, Bremen, 1972.

⁴ Heraclio Bonilla, *Aspects de l'histoire économique et sociale du Pérou, 1821-1879*, Thèse 3e cycle, Paris I, 1970, p. 14.

⁵ Didier Ozanam, *Les sources de l'histoire de l'Amérique Latine. Guide du chercheur dans les archives françaises*. Cahiers de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, 4, Paris, 1963.

rées environ 10 000 entrées de navires. De cette énorme quantité de matériel les entrées des navires provenant de l'Amérique latine ont été dépouillées. A partir de 1827 l'administration des douanes française publia d'amples statistiques sur le commerce extérieur de la France.⁶ Toutes ces sources se laissent assembler comme une mosaïque pour donner un tableau d'ensemble.

Partie-cadre: *La situation économique et politique*

1. *La situation du commerce extérieur français en 1814/15 et la politique douanière*

De 1789 à 1814/15 le commerce extérieur français connut un changement fondamental. Grâce au commerce colonial, à la traite des esclaves et au commerce de la réexportation, les ports français —en particulier Bordeaux⁷ et Nantes⁸— ont atteint une grande prospérité.⁹ Les différends entre la France et l'Angleterre à partir de 1793, bloquèrent le commerce extérieur français. Par suite du blocus continental (1806-1813) le commerce maritime diminua encore plus.¹⁰ A cette époque les

⁶ Tableau décennal du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, publié par l'Administration des Douanes, 1827 à 1836, 1837 à 1846, 2 vols., 1847 à 1856, 2 vols.; Statistiques de la France. Commerce extérieur, publié par le Ministre des Travaux Publics, de l'Agriculture et du Commerce, Paris, 1838.

⁷ Paul Butel, *La croissance commerciale Bordelaise dans la seconde moitié du xviii^e siècle*, 2 vols., Thèse, Paris, 1973.

⁸ Jean Meyer, *L'armement nantais dans la deuxième moitié du xviii^e siècle*. E. P. H. E., VI^e Section. Centre de recherches historiques. Ports-routes-trafics, vol. XXVIII, Paris, 1969, spécialement les conclusions, pp. 249-254. François Georges Pariset, *Bordeaux au xviii^e siècle*, Bordeaux, 1968, pp. 231-234: La réexportation des denrées coloniales.

⁹ Archives nationales, Paris, F12 638 No. 322, Extraits des délibérations du Consul Général du Département de la Gironde. Session 1814; cf. aussi Jürgen Schneider, *Handel und Unternehmer im französischen Brasiliengeschäft, 1815-1848. Versuch einer quantitativen Strukturanalyse. Forschungen zur internationalen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, hrsg. von H. Kellenbenz, Bd. 9, Köln-Wien, 1975, pp. 1-6.

¹⁰ F. Crouzet, *L'Economie britannique et le blocus continental (1806-1813)*, t. II, Paris, 1958, pp. 676-683; Archives nationales à Paris: F12 253 Registre des exportations et des importations qui ont eu lieu en 1809 et 1810 dans les divers ports de la France, avec le No. des licences, le nom des navires, la date de leur entrée et de leur sortie, la nature de leur chargement; F12 20458 Seine-Inférieure. Licences et permis 1810-1814; F.-G. Pariset, *Bordeaux au xviii^e siècle*, Bordeaux, 1968, donne à l'exposé de la période de 1789-1815 à Bordeaux le titre significatif: Bilan de faillite; Archives de la Chambre

ports atlantiques français avaient perdu leur rôle de grands entrepôts internationaux.¹¹ L'économie coloniale et le système d'échanges furent détruits par la guerre maritime et la perte d'Haïti, la plus grande et plus riche colonie. Or, il fallait réorganiser le commerce extérieur français dans de circonstances changées. Le gouvernement de la Restauration tenta de réanimer l'ancien système colonial avec les colonies que la France avait encore, c.à.d. la Martinique, Guadeloupe. Ya Guyane Française, le Sénégal, l'île de la Réunion et avec quelques comptoirs aux Indes, sans considérer le changement fondamental dans le commerce mondial. Le Brésil et les colonies espagnoles, luttant encore pour l'indépendance, ouvrirent leurs ports à toutes les nations. Ainsi, l'Europe du Nord, ayant reçu une partie de ses denrées coloniales par l'intermédiaire de la France, avait désormais la possibilité de les acheter directement sur place. La législation douanière de la France à partir de 1814, démontre la tentative anachronique de réanimer l'ancien système colonial.

Les produits provenant des colonies françaises, surtout le sucre et le café, jouissaient d'un droit de préférence. Les droits sur les sucres provenant du Brésil étaient de 44% (loi douanière de 1840) à 111%¹² (loi douanière de 1822) plus élevés. La charge plus élevée effective sur le café brésilien envers le café colonial, oscilla entre 58% et 90%, selon qu'il était importé sur des bâtiments français ou étrangers.¹³

Les relations commerciales entre la France et le Brésil souffraient spécialement de cette politique douanière, car à cause de la discrimination, les deux produits principaux du Brésil —le sucre et le café— ne pouvaient plus concurrencer sur le marché français. Jusqu'à la libéralisation dans les années 40, l'Angleterre pratiqua une politique douanière semblable.

de Commerce e Bavonne: G 20 Commerce, 1812-1815 "Notre port n'offre pas les mêmes ressources que ceux de la Manche, Bordeaux et Nantes pour ces opérations" (1812).

¹¹ Louis Bergeron, in: *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*. La France à l'époque napoléonienne, t. XVII, juillet-septembre, 1970, p. 477, "Les ports atlantiques français ont perdu définitivement, entre 1792 et 1815 leur rôle d'entrepôts internationaux, pour ne reprendre vie que comme ports régionaux"; Paul Butel, o. c., p. 540, "Sous le Consulat et l'Empire, la guerre maritime et les prolongements de la révolte à Saint-Domingue ont détruit l'économie coloniale et le système d'échanges qu'elle aimait".

¹² F. Larreguy, *Législation des sucres en France et en Angleterre, 1845*, Le Havre, s. d.; P. Molroguier, *Examen de la question des sucres*, Paris, 1840; A. Jollivet, *Question des sucres*, Paris, 1841.

¹³ Bibliothèque municipale du Havre, cours légal des marchandises sur la place du Havre arrêté par Mm. les Courtiers.

Le commerce français avec l'Amérique latine se serait sans doute développé plus rapidement, si le gouvernement de la Restauration "qui rêvait du passé et qui fermait les yeux devant le futur" n'avait pas essayé de rétablir le système colonial restrictif du temps de la Révolution.¹⁴

2. *La situation politique: le mouvement d'indépendance en Amérique latine et la question de la reconnaissance*

L'invasion des troupes françaises en Espagne en 1808 et l'arrestation du Roi d'Espagne par Napoléon, provoquèrent le mouvement de la libération. Le mouvement du séparatisme se déclancha en 1809 et 1810 dans beaucoup, mais pas tous les territoires de l'Amérique espagnole, lesquels, pour la plupart, étaient indépendants les uns des autres. Le développement du mouvement séparatiste en Amérique espagnole doit être vu comme un processus graduel qui avait commencé avec le mouvement de la junta pour trouver sa fin avec l'expulsion des forces espagnoles. Jusqu'en 1822, les colonies espagnoles de l'Amérique latine furent libérées presque entièrement de la domination coloniale. Au courant du mois de décembre 1824, Sucre, réussit à obtenir par force la décision dans la bataille d'Ayacucho. Callao, le dernier territoire sous la domination espagnole, capitula en janvier 1826.

Le retour des Bourbons amena un changement fondamental dans la politique française envers l'Espagne. Louis XVIII et Ferdinand VI prenaient comme base le pacte de famille des Bourbons.¹⁵ En 1761, les deux branches de la famille des Bourbons s'étaient garanties leurs biens en se promettant aussi de s'entraider en cas de guerre. Le 26 septembre 1815 fut conclu le pacte de la Sainte-Alliance à Paris. Peu après, l'Ancien et le Nouveau Monde voyaient dans la Sainte-Alliance un instrument de légitimité et de réaction.

Lors du Congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818, l'Angleterre réussit à empêcher une intervention armée en Amérique espagnole par les autres puissances. W. S. Robertson, auteur d'un travail exemplaire sur la France

¹⁴ Horace Emile Say, Histoire des relations commerciales entre la France et le Brésil, Paris, 1839, pp. 60 et ss.

¹⁵ Philippe, duc d'Anjou et petit-fils de Louis XIV, s'empara du trône en Espagne après la Paix d'Utrecht et fut nommé Philippe V.

et l'émancipation de l'Amérique latine, caractérise la période d'après en disant: "The attitude of France toward Latin America during the ministries of Pasquier and Montmorency was then largely determined by commercial and political opportunism a spirit which indeed was seldom absent from the deliberations of French statesmen."¹⁶ D'une part la France ne pouvait offrir aux relations économiques croissantes avec l'Amérique latine les garanties politiques, d'autre part elle devait avoir plein d'égards pour Ferdinand VII. Il en résulta une politique en désaccord. L'installation de consuls en Amérique espagnole aurait pu être interprétée comme une reconnaissance, et ainsi, en 1825, la France décida d'envoyer des inspecteurs généraux du commerce français à Buenos Aires, au Mexique et en Colombie. Mais, ces délégués officieux n'étaient pas bien accueillis dans les différents pays. Lorsqu'en 1826, un navire colombien nommé "Ayacucho", entra au port du Havre on lui défendit tout d'abord de hisser son pavillon. Grâce au ministre des affaires étrangères, Damas, la permission lui était accordée de hisser le pavillon: un premier pas vers une sorte de reconnaissance sur le plan économique en éludant le problème politique. Maintenant, la France se trouva dans une situation difficile: si elle ne voulait pas perdre les avantages qu'offrait la reconnaissance de l'indépendance, c.à.d. sa position de la nation la plus favorisée dans les traités de commerce, elle devait agir vite.

Le Brésil garda le principe monarchique, et, comme le roi de Portugal reconnaissait Pedro comme empereur du Brésil, la France put reconnaître l'indépendance du Brésil au début de 1826.¹⁷ Haïti fut reconnu en 1825. A partir de 1827 les inspecteurs du commerce français portaient le titre de consul, et ils étaient munis de lettres de créance, signées par le Roi. Dans le gouvernement dirigé par Polignac, la formation de monarchies en Amérique espagnole était remis en discussion vers la fin des années 20.

Le premier à reconnaître l'indépendance de l'Amérique espagnole en principe, était Louis-Philippe, qui sollicitait lui-même la reconnaissance auprès des puissances européennes. La reconnaissance individuelle des nouveaux Etats devait se produire au moyen de différents traités

¹⁶ William Spence Robertson, *France and Latin-American Independence*, 1939, Reprint New York, 1967, p. 225.

¹⁷ Baron de Loreto, *Reconnaissance de l'Empire du Brésil par les puissances européennes (1823-1828)*, in: *Revue d'Histoire diplomatique* 13^e année, Paris, 1889, pp. 502-522.

d'amitié, de navigation et de commerce, lesquels devaient encore être conclus. Les Etats-Unis avaient déjà reconnu tous les Etats de l'Amérique latine. Quant à l'Angleterre, elle reconnaissait le Mexique, la Colombie et l'Argentine, à condition de conclure des traités de commerce. Et, sa reconnaissance prématurée lui rapporta encore des privilèges de commerce. Or, la France ne pouvait plus se contenter d'offrir une reconnaissance tardive comme équivalent. Les Américains espagnols se sentirent blessés dans leur amour-propre par la froideur de la politique française concernant l'indépendance. Les négociateurs français en ressentaient les conséquences lors des pourparlers. De 1830 à 1848 des traités de commerce furent conclus entre la France d'une part et la Nouvelle-Grenade, le Mexique, Le Venezuela, La Bolivie, l'Uruguay, l'Argentine, l'Equateur, le Guatemala et Costa-Rica d'autre part. Ces traités comprenaient la clause de la nation la plus favorisée, mais pour obtenir des privilèges spéciaux, la politique de Louis-Philippe venait trop tard.

Première partie générale: *La navigation et le commerce français avec l'Amérique latine*

1. *La navigation*

Une analyse du trafic maritime démontre que la plupart des navires partant du Havre avaient comme but le Brésil, et Buenos Aires et Montevideo. Bordeaux avait des relations très intenses avec le Mexique la Colombie, le Pérou et le Chili. Marseille était en rapport avec tous les pays sans pour cela avoir des préférences. Nantes ne joua pas un rôle important dans la navigation avec l'Amérique latine. L'analyse démontre aussi que les ports plus petits et même Bordeaux avaient plus de sorties de navires que des entrées. Les retours s'effectuèrent souvent au Havre. Par suite de la politique douanière (surtaxe de pavillon) la France avait une position quasi-monopolistique dans le trafic maritime avec l'Amérique latine. Les Etats de l'Amérique latine ne savaient profiter de la réciprocité qui leur avait été garantie dans les traités de commerce.

TRAFIC MARITIME DE LA FRANCE AVEC L'AMERIQUE LATINE
 DE 1827 A 1834 EN %¹⁸

E: Entrées

S: Sorties

	<i>Le Havre</i>		<i>Bordeaux</i>		<i>Marseille</i>		<i>Nantes</i>		<i>Autres ports</i>		<i>Nombre de navires</i>	
	<i>E</i>	<i>S</i>	<i>E</i>	<i>S</i>	<i>E</i>	<i>S</i>	<i>E</i>	<i>S</i>	<i>E</i>	<i>S</i>	<i>E</i>	<i>S</i>
Le Brésil	37,3	54,4	7,9	1,4	20,3	25,0	5,1	5,6	29,4	13,6	507	428
Le Mexique	24,1	17,1	63,3	65,7	4,9	14,3	4,1	0,3	3,6	2,6	245	286
La Colombie	11,8	15,3	65,7	50,5	15,7	24,2	—	0,9	6,8	9,0	102	111
Le Pérou et Le Chili	8,7	15,2	78,7	80,2	1	2,3	5,8	2,3	5,8	—	103	86
Buenos Aires et Montevideo	28,0	35,3	21,6	14,4	27,5	30,5	1,8	1,1	21,1	18,7	218	187
Au total	28,1	34,4	33,2	31,5	16,3	21,3	3,9	2,8	18,5	10,0	1 175	1 098

¹⁸ Journal du Havre, 16 janvier 1828, 11 févr. 1829, 20 janvier 1830, 22 jan. 1831, févr. 1832, 19 janv. 1833, 15 janv. 1834, 19/19 janv. 1835.

2. *Le commerce*

a) *Le marché latino-américain*

Souvent, et spécialement au début du 19^e. siècle, l'Amérique latine avait été surestimée comme débouché possible et important. Autour de l'année 1800, le Brésil eut une population d'environ 3,3 millions¹⁹ et l'Amérique espagnole comptait 13,2 millions, au total donc 16,5 millions d'habitants.²⁰ La population totale était de 19,2 millions en 1823. Rio de Janeiro avait environ 60 000 habitants en 1808, Buenos Aires en avaient entre 30 et 40 000 autour de 1800, Montevideo environ 10 000 en 1807, Santiago au Chili en avaient environ 40 000 en 1820, Valparaiso en avaient 3 000 et Lima 64 000 habitants pendant la même période.²¹ L'Allemagne avait une population de 24,5 millions en 1800, la France en avait 27 millions environ et l'Europe entière 187 millions d'habitants. La masse populaire en Amérique latine n'avait pas les moyens d'acheter des articles d'importation, et le pouvoir d'achat des jeunes Etats dépendait du nombre de marchandises qu'ils pouvaient envoyer en échange en Europe et aux Etats-Unis. La baisse énorme des prix, surtout dans les textiles, après 1815 et la réduction dans les frais de transport ouvrirent un plus grand marché.

b) *Les exportations*^{22a}

La part de l'Amérique latine dans les importations totales de la France augmenta de 8,88% en 1827 à 10,46% en 1850.

¹⁹ Mircea Buescu, *Evolução Econômica do Brasil*, Rio de Janeiro, 1974, p. 206.

²⁰ Ministère des Aff. Etr.: *Archives diplomatiques*, l'Amérique du Sud, vol. 31. Comme source on indique Humboldt.

²¹ D. C. M. Platt, *Latin America and British Trade, 1806-1914. The Merchant Adventurers*. General Editor: Ralph Davis, Londres, 1972, p. 5.

^{22a} Tableau décennal de la France, 1827-1856.

^{22b} Commerce général, Commerce spécial. — Cette distinction, dont il est essentiel de bien se rendre compte, s'applique à l'importation comme à l'exportation. A l'importation, le commerce général embrasse tout ce qui est arrivé par terre ou par mer, sans égard à la destination ultérieure des marchandises, soit pour la consommation, soit pour l'entrepôt, soit pour la ré-exportation ou le transit; le commerce spécial ne comprend que ce qui est entré dans la consommation intérieure. A l'exportation, le commerce général se compose de toutes les marchandises qui passent à l'étranger, sans distinction de

La part des Etats-Unis monta de 17,26% à 19,6%.

LES PARTS DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES ETATS-UNIS DANS LES EXPORTATIONS DE LA FRANCE DE 1827 A 1850

	1827-36		1837-46		1847-50	
	<i>Amérique latine</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Amérique latine</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Amérique latine</i>	<i>Etats-Unis</i>
Commerce général ^{22b}	8,88	17,26	9,02	13,94	10,46	19,6
Commerce spécial ^{22b}	10,03	17,95	9,44	12,82	10,56	16,8

Les textiles représentaient la plus grosse part dans l'exportation, oscillant entre 40 et 50%. Surtout les soieries avaient une place importante. Les autres articles exportés étaient d'une grande diversité. Les peaux préparées et ouvrées dominant (gants, cuirs, articles pour sellier). De plus, il y avait de la papeterie, des livres, de la poterie, verres et cristaux, des articles de mode, de la lingerie, des bijoux, des montres, des parfums, de la mercerie, des instruments de musique, etc. Au total, les exportations françaises correspondent à l'image que la France montra lors de l'exposition mondiale de 1851 à Londres. Ici, la France tenait à manifester la multiplicité et la qualité de ses articles fabriqués dans de petits entreprises et manufactures spécialisées. "L'aspiration des Anglais vers le capital et le profit, la fabrication en masse, et une vie économique pleinement développée, étaient comparés avec le bon goût, le sentiment artistique pour les formes et les couleurs, la fantaisie, le charme et l'élégance —les facteurs décisifs par lesquels s'expliqua le succès de l'exportation française."²³

L'exportation de produits agricoles —surtout celle du vin— baissait considérablement.

leur origine, française ou étrangère; le commerce spécial comprend seulement les marchandises nationales et celles qui ayant été nationalisées par le paiement de droits d'entrée sont ensuite exportées, *Tableau décennal du commerce de la France 1827 à 1836, Paris, 1838, p. X.*

²³ Utz Haltern, *Die Londoner Weltausstellung von 1851. Ein Beitrag zur Geschichte der bürgerlich-industriellen Gesellschaft im 19. Jahrhundert*, Münster, 1971, pp. 193-195.

c) *Les importations*

La part de l'Amérique latine dans les importations totales de la France oscillait entre 5,9 et 6,8% de 1827 à 1850 et celle des Etats-Unis entre 12,5% et 14,5%.

LES PARTS DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES ETATS-UNIS DANS LES
IMPORTATIONS DE LA FRANCE DE 1827 A 1850

	1827-36		1837-46		1847-50	
	<i>Amérique latine</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Amérique latine</i>	<i>Etats-Unis</i>	<i>Amérique latine</i>	<i>Etats-Unis</i>
Commerce général	5,9	12,5	5,8	13,8	6,8	14,5
Commerce spécial	4,9	13,3	5,5	15,6	6,6	16,9

L'Argentine et l'Uruguay étaient fournisseurs de peaux brutes et plus tard aussi de laine, l'Equateur livrait du cacao, le Venezuela du café, de l'indigo et du cacao, le Pérou du salpêtre, du cuivre brut et à partir des années 40 du guano, le Mexique des métaux précieux, de la cochenille, du bois colorant et de la vanille, le Guatemala au début du bois colorant et plus tard de l'indigo et du café, le Chili des métaux précieux et dans les années 40 surtout du cuivre brut, le Brésil au début surtout du coton et plus tard du café et du sucre.

d) *Observations sur les terms of trade*²⁴

Depuis les recherches de R. Prebisch sur les terms of trade, qui, en 1964, étaient la base des discussions à la Conférence sur le Commerce Mondial à Genève, les historiens économistes s'occupent aussi du caractère problématique qui en résulte. Les terms of trade se laissent calculer d'une manière presque exacte. Dans la statistique on obtient le résultat en divisant l'indice des prix s'exportation par l'indice des prix d'importation. Depuis 1847 l'administration des douanes françaises fixa de nou-

²⁴ Jürgen Schneider, *op. cit.*, pp. 155-162.

veaux prix, dit prix actuels, outre les prix, qui, depuis 1826 étaient déclarés comme prix officiels. De la décade de 1847 à 1856 nous possédons un instrument utile sur le développement des prix des articles d'exportation et d'importation. Il a été calculé que les réels termes of trade entre la France et le Brésil de 1847 à 1956 se sont améliorés considérablement en faveur du Brésil, si on les compare avec 1826.

e) *L'organisation du commerce d'outre-mer*

En général, la marchandise européenne n'était pas vendue directement à l'Amérique latine, mais elle était envoyée comme marchandise de commission. Le négociant en Amérique donna des instructions exactes au fabricant en Europe. Le manufacturier consignait donc sa marchandise au correspondant en Amérique latine qui la vendit à son nom, et il avait la possibilité de renvoyer de la marchandise, ou de tirer une traite sur Londres, Paris ou Hambourg. Le capital prenait environ 2 ans pour revenir de l'outre-mer, tandis que celui du commerce intérieur prenait quatre à six mois. Si un Français avait accumulé assez d'argent en Amérique latine, il retourna en France pour diriger sa maison (sud-américain- de là. La succursale outre-mer était confiée à un associé commendant. Presque tout le commerce d'outre-mer était dominé par de négociants étrangers.

Deuxième partie générale: *Le commerce français dans le cadre du commerce extérieur des différents pays d'Amérique latine*

1. *Le Brésil*

En 1808 déjà, le Brésil avait ouvert ses ports à toutes les nations.²⁵ En 1810 un traité de commerce d'une durée de 15 ans fut conclu entre l'Angleterre et le Portugal. Jusqu'en 1825 les Français étaient soumis à 24% de droits, tandis que les Anglais en payaient seulement 15%. De suite après l'échéance du contrat, un traité de commerce fut conclu en

²⁵ Pinto do Aguiar, A Abertura dos portos, Salvador-Bahia, 1960; J. Schneider, *op. cit.*

1826 entre la France et le Brésil. La France reconnut l'indépendance en échange du traitement de la nation la plus favorisée.

En 1800, les métaux précieux, les diamants et les perles faisaient encore presque 54% des exportations de Rio de Janeiro. En 1840 la part du café dans les exportations de Rio était de 84,3%. Jusqu'en 1830 les sucres prenaient la première place dans les exportations du Brésil. Mais, plus tard, ils furent remplacés par le café de telle manière qu'en 1833 la valeur de l'exportation des sucres était de 9 millions de francs plus bas que celle du café. Comment s'explique cette énorme augmentation dans l'exportation de café et la stagnation simultanée de l'économie sucrière? Le sucre brésilien n'avait jamais été d'une bonne qualité, tandis que le café promettait de pouvoir rivaliser avec celui d'Haïti et de Cuba. Les Brésiliens devaient préférer la plantation de café —dont la culture était facile— à la culture compliquée et coûteuse de la canne à sucre, vu que le bénéfice était le même. Une plantation de sucre demandait une grande administration et une main-d'oeuvre considérable et surtout "l'oeil du maître".

Cette économie, qui avala presque toujours la moitié des bénéfices pour son entretien, était ouverte aux grands propriétaires fonciers seulement. Même une famille peu aisée pouvait facilement cultiver quelques cents pieds de caféiers avec l'assistance d'un petit nombre d'esclaves. Le problème fondamental était donc le nombre d'ouvriers que les deux cultures réclamaient. L'abolition de l'esclavage représentait un grand danger pour l'économie brésilienne.

La culture du café pouvait se faire dans des entreprises plus petites, travaillant aux frais aussi avantageux que l'exploitation en grand, tandis que la canne à sucre demandait des entreprises plus grandes aux dépenses fixes.

Comme la France et l'Angleterre —deux pays ayant des colonies— discriminaient les produits brésiliens, le Brésil était contraint à vendre ses produits aux pays non possédant des colonies comme les Etats-Unis, les villes hanséatiques, l'Autriche et autres encore.

Comme les Etats-Unis recevaient déjà 1/4 des exportations de café en 1944/45, ils refrénaient un peu l'influence anglaise. En même temps, ils faisaient le premier pas vers leur propre hégémonie.

2. *Le Mexique*²⁶

En 1827, le ministre des affaires étrangères du Mexique, M. Camacho, visita la France pour proposer au gouvernement la conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, semblable à celui qu'il avait signé à Londres le 26 décembre 1826. De Villèle était à la tête du ministère français des affaires étrangères. A ce moment, les relations économiques entre la France et le Mexique étaient déjà remarquablement développées. "Mais il trouvait dans les sentiments personnels du Roi Charles X un obstacle insurmontable à toute négociation avec les anciennes Colonies Espagnoles."²⁷ 17 articles avec la définition "déclarations" avaient été échangés y compris la clause de la nation la plus favorisée. Mais Camacho ne présente pas les déclarations au congrès mexicain pour l'approbation et, le pouvoir exécutif au Mexique ne pouvait pas arrêter ou changer des tarifs douaniers. Après la reconnaissance en principe de Louis-Philippe, Paris réclame la conclusion d'un traité. De 1831 à 1834 les négociations avaient été dominées par la question du commerce français de détail. Toutes les autres nations ayant conclu des traités avec le Mexique, étaient d'accord de renoncer au commerce de détail. Le 1er janvier 1834 il y avait au Mexique 438 magasins de détail français, dont la valeur était estimée à 20 millions de francs.

Les décrets du 5 novembre 1822 et du 8 octobre 1823 interdisaient l'importation de produits espagnols au Mexique. Cette prohibition était valable jusqu'en 1836. Pendant les trois années de conflit avec l'Espagne, le commerce à Vera Cruz était arrivé à presque zéro. Il se déroula par Alvarado, près de Vera Cruz. En 1838/39 et en 1847/48, lorsque le Mexique était en guerre avec la France et avec les Etats-Unis, le commerce était réduit. Les statistiques du Consulado comprennent des informations pour les années 1823 et 1924. Depuis 1825 il existe une statistique générale du commerce pour tout le Mexique, prenant fin, toute-

²⁶ Jacques Heers, Les relations commerciales entre la France et le Mexique au lendemain de l'indépendance, dans: *Revista de Historia de América*. Diciembre de 1959, pp. 445-484; Jacques Penot, La marine française au Mexique et les causes du conflit cycle, Paris et l'expansion commerciales française au Mexique et les causes du conflit franco-mexicain de 1838-1839, dans: *Bulletin Hispanique*, t. LXXV, No. 1-2, Bordeaux, janvier-juin 1973, pp. 169-201.

²⁷ Arch. nat. Paris BB III 452.

fois, en 1828. De 1828 à 1856 il n'existe aucune statistique. Le consul français tenta de combler cette lacune au moyen des droits de douane.

Pendant les sept années de 1840 à 1846 la part de l'Angleterre dans les importations était de 64,6%, celle de la France de 13,8%, celle des Etats-Unis de 9,5%, celle de l'Allemagne de 9,3%. L'Espagne, La Havane, la Sardaigne et le Venezuela en avaient ensemble une part de 2,8%.

Il est très difficile de déterminer la valeur des exportations. L'exportation de marchandises était estimée à 3 millions de piastres environ et l'exportation d'argent à 9,9 millions de piastres, la part de l'argent était donc de presque 77%. Deux tiers (2/3) des exportations passaient par Vera Cruz.

La production industrielle était estimée, en 1817, à 61 millions et en 1855 à environ 100 millions de piastres.

Par les lois de 1827 à 1833, tous les Espagnols furent expulsés définitivement du territoire mexicain. Ces Espagnols se sont établis en partie à Bordeaux.²⁸ Cela a sans doute contribué au fait que Bordeaux est devenue le marché principal de cochenille en Europe. La Monnaie de Bordeaux reçut des livraisons d'argent la plupart du temps du Mexique. Comme il n'était pas possible de charger de grandes quantités de marchandises pour les retours, on retourna du bois de Campeche.

Pendant la Révolution, les installations extérieures des mines avaient été détruites et l'intérieur des mines fut inondé. En 1826/27 les travaux de reconstruction étaient en grande partie achevés.

Le Mexique était le pays le plus important en Amérique latine après le Brésil.

3. *L'Amérique centrale*

Dans les années 40, il y avait trois correspondances entre la France et l'Amérique centrale:²⁹

- a) Il y avait quelques navires marchands destinés à Belize ou Santo Tomás de Castillo (Guatemala).

²⁸ Harold D. Sims, *La Expulsión de los Españoles de México (1821-1828)*, México, 1975, pp. 219-229.

²⁹ Ministère des Affaires étrangères, *Archives diplomatiques: Correspondance commerciale (CC) Guatemala*, vol. 3, p. 206.

- b) — Des paquebots de la maison Cor, Palm & Cie au Havre, circulant entre la Havane et le Havre.
- c) — Chaque premier du mois, une communication par bateau à vapeur entre Southampton et le Mexique, et depuis là une correspondance avec Belize, avec de petits bateaux à voiles.

Au début des années 50, le Costa Rica exportait surtout du café, le Nicaragua du coton, de l'indigo et du bois bresil, le Honduras de l'or, de l'argent et du cuivre, la Guatemala de la cochenille, et, des 12 000 Surones d'indigo exportés par le Salvador, 7 000 étaient envoyés en Angleterre, 3 000 à Valparaiso, Lima et Guayaquil, 1 000 aux Etats-Unis, 600 en Espagne et 400 en France. Les foires annuelles au temps de la récolte de l'indigo étaient remarquables.

LA PART DES 5 ETATS DANS LES EXPORTATIONS DE 1852.³⁰

	<i>Piastres</i>	<i>En %</i>
Costa Rica	1 350 000	21,1
Nicaragua	958 000	15,0
Honduras	745 000	11,7
Salvador	1 535 000	24,0
Guatemala	1 800 000	28,2
Exportations totales	6 388 000	100,0

4. *La Colombie*

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas avaient reconnu successivement l'indépendance de la Colombie et, obtenu par là des avantages sur le plan économique.

Le gouvernement colombien — "blessé de la froideur du cabinet français" — avait taxé les articles français dans le tarif douanier d'une manière très haute.

Deux tiers des importations en 1837/38, venaient de l'Angleterre. L'or et l'argent étaient monnayés dans la Monnaie de Bogotá et celle de

³⁰ V. Herran, Notice sur les cinq états du Centre-Amérique, avec une carte, Bordeaux, 1853.

Popayán. Environ deux tiers des exportations consistaient en or. Au début des années 40 une grande partie du commerce était déroulé via Santa Marta. A la fin des années 40, Cartagena se trouvait en tête.

5. *Le Venezuela*

Si l'on compare les exportations du Venezuela pendant la période coloniale avec celles pendant l'indépendance, on remarque un net changement de structure:

LES CHANGEMENTS DE STRUCTURE DANS LE COMMERCE EXTERIEUR DU VENEZUELA DE 1810 A 1847/48⁸¹ (EN %)

<i>Marchandise</i>	<i>De 1810</i>	<i>1836-37</i>	<i>1847-48</i>
Cacao	32,7	17,7	21,6
Café	16,1	33,6	36,8
Coton	9,6	12,5	1,1
Indigo	25,1	10,2	2,9
Peaux	6,6	7,2	14,3
Tabac	—	5,2	4,7
Articles divers	9,9	13,6	18,6
Total	100,0	100,0	100,0

Les exportations de cacao, de coton et d'indigo régressaient, tandis que celles du café et des peaux augmentaient considérablement. Une grande partie des plantations de cacao avaient été détruites pendant les guerres de la Révolution, aussi, pendant quelque temps. L'Espagne n'achetait plus de cacao. La culture de café n'était pas —comme celle du cacao— limitée à la tierra caliente du pays, mais elle préférait les régions plus hautes et une zone tempérée. La substitution des cacaos par le café entraînait des conséquences d'ordre économique et sociale: le centre de la production agricole était transféré de la plaine, qui jusqu'alors avait été cultivée par des esclaves, dans une zone tempérée à une altitude moyenne, qui, en général, était cultivée par des Indios et des métis. La cul-

⁸¹ CC Caracas, vol. 1, p. 443, vol. 6 bis, p. 43.

ture du café était effectuée par une autre classe sociale. L'ancienne noblesse terrienne s'occupait des grandes plantations de cacao.³² Pendant les années vingt de 1830/31 à 1850/51, le commerce extérieur du Venezuela, se déroulant pour la plupart du temps via La Guaira et Puerto Cabello, se tripla.

6. *Les Etats de La Plata*

a) *L'Argentine: Buenos Aires*

Les blocus de Buenos Aires décrétés de 1826 à 1829 par le Brésil, de 1838 à 1840 par la France, de 1845 à 1847 par l'Angleterre et la France et de 1847/48 par la France, produisaient tout leur effet sur le commerce extérieur. Les importations augmentaient de 39,1 millions de francs en 1825 à 52,7 millions en 1850. La part de la Grande Bretagne diminuait de 51,1% à 42,7%, tandis que celle de la France augmentait de 7,0 à 23,7%. Une des raisons pour cette augmentation considérable est, sans doute, l'immigration des Français. En 1836, le nombre des Français à Buenos Aires étaient estimés déjà entre 4 500 et 5 000.³³ Les exportations de Buenos Aires ne concurrençaient pas avec les produits analogues provenant des colonies françaises.

Voilà pourquoi les navires français avec les Etats de la Plata était plus élevée que la part des échanges françaises avec les autres pays de l'Amérique latine. La part du Havre dans le commerce avec Buenos Aires était, en 1850, de 59%, celle de Bordeaux de 14%, celle de Marseille de 17% et celle de Sète de 10%.³⁴

b) *L'Uruguay: Montevideo*

Même après la guerre entre le Brésil et les Provinces-Unies du Rio de la Plata en 1829 —aucun essor se produisit encore. Deux à trois mille

³² Carlos A. d'Ascoli, *Esquema histórico-econômico de Venezuela*, Caracas, 1970.

³³ CC Buenos Aires, vol. 2, p. 231.

³⁴ L. Tardy de Montravel, *La Plata au point de vue des intérêts commerciaux de la France*, Paris, 1851, pp. 53-60.

Portugais avaient quitté la ville avec de l'or et de l'argent en abandonnant les troupes portugaises. Trois quart (3/4) à sept huitième (7/8) du bétail étaient tués et, le papier-monnaie n'éveilla pas la confiance de la population.³⁵ De 1831 à 1842 les importations se quadruplent. Les exportations n'augmentent pas autant. Dans les exportations, qui se composaient, comme celles de Buenos Aires, de peaux brutes et de pelleteries et de produits supplémentaires seulement, la laine s'y ajoute depuis 1830. En 1834, déjà 418.887 kg de laine étaient exportés.³⁶ Le commerce extérieur était à son niveau maximum en 1842. Puis, il y a l'état de siège qui dure jusqu'en 1851. Montevideo avait 45 à 50 000 d'habitants en 1842. Entre 1832 et 1842 plus de 12 000 Français sont arrivés à Montevideo. "Ici, ils pouvaient économiser plus d'or en quelques mois, qu'ils auraient pu économiser chez eux pendant toute une vie".³⁷

7. *La Côte occidentale*

a) *Le Chili*

Le commerce extérieur du Chili, lequel, avant l'indépendance se montait à environ 2 millions de pesos, monte à 14,68 millions de pesos en 1844, à 24,2 en 1850, et à 32,66 en 1854. L'argumentation par tête du commerce extérieur de 1844 à 1852 est remarquable. Le Chili avait en 1850, environ 1,4 millions d'habitants.

IMPORTATIONS PAR TÊTE DE 1844 A 1852³⁸

1844:	10 piastres par tête
1845:	11 " " "
1846:	12 " " "
1849:	15 " " "
1851:	20 " " "
1852:	25 " " "

³⁵ CC Montevideo, vol. 1, pp. 86/87.

³⁶ *Ibid.*, p. 373.

³⁷ *Ibid.*, vol. 4, p. 364.

³⁸ CC Santiago, vol. 7, p. 262.

A l'avis du consul français, l'importation par tête au Chili était plus élevée qu'en Espagne, au Portugal, en Norvège, en Prusse et en Russie.

Vers la fin des années trente s'ajoutèrent aux retours le salpêtre d'Iquique et le cuivre de Coquimbo, deux articles importants. Lambert, un ancien élève de l'École Polytechnique, avait installé à Coquimbo les meilleurs fourneaux réverbère du Chili. Coquimbo était le centre pour les exportations de cuivre. Copiapó le centre pour l'exportation d'argent. C'est à Copiapó que Darlu, un gendre du physicien Becquerel, s'était établi pour extraire de l'argent à l'aide du procédé électrochimique.³⁹ "Depuis l'indépendance, l'affluence des étrangers au Chili a été un des éléments les plus actifs de sa prospérité."⁴⁰ Mais il existait une antipathie entre la population de l'Amérique du Sud et les immigrants européens pour de raisons divers: "D'un côté, activité, industrie, supériorité, de l'autre, insouciance, absence de moyens matériels et infériorité marquée: voilà bien des motifs de suffisance pour les uns et de jalousie pour les autres."⁴¹

Le commerce extérieur était dominé presque entièrement par les étrangers. Quant au commerce intérieur, lorsqu'il y avait deux entreprises semblables, l'une dirigée par un indigène et l'autre par un étranger, il se montra bientôt que l'indigène n'était pas capable de soutenir la concurrence. Il en était de même pour les différents métiers artisanaux.

b) *La Bolivie*

La Bolivie déroula son commerce extérieur via Cobija et Arica. Cobija n'était pas un centre commercial, mais seulement une place de transbordement, où les navires, venant de Valparaiso, jetaient l'ancre et, elle était aussi le lieu de destination pour les mulets et les ânes chargés de marchandises et venant de Calamá et Potosí. Une analyse du commerce extérieur de la Bolivie de 1845 démontre la structure suivante:⁴²

³⁹ CC Santiago, vol. 4, pp. 86/88.

⁴⁰ Archives nationales à Paris: F 12 6335, p. 26.

⁴¹ CC Santiago, vol. 3, p. 244.

⁴² Archives nationales à Paris F 12 7051.

LES IMPORTATIONS VIA COBIJA

	<i>A destination de:</i>		<i>Piastres</i>	<i>Francs</i>
Articles étrangers	Chuquisaca	545 363		
	Potosí	542 200		
	La Paz	266 427		
	Cochabamba	331 345		
	Oruro	44 577		
	Cobija (consomma- tion propre)	67 042	1 796 456	8 984 956

FRONTIERES PERUVIENNES VIA ARICA

Articles étrangers	pour La Paz	253 041		
	„ Oruro	20 089		
	„ Cochabamba	39 897	313 027	1 564 959
Importations totales			2 109 993	10 549 915

LES EXPORTATIONS VIA COBIJA

			<i>Piastres</i>	<i>Francs</i>
Métaux précieux	En piastres fortes	1 451 212		
	en or (onces)	31 994		
	en monnaie d'argent	35 984	1 519 195	7 595 975

FRONTIERES PERUVIENNES VIA ARICA

Produits du pays	En lingots d'or et barres de cuivre	576 891		
	Produits du pays	137 351	714 243	3 571 215
			2 233 438	11 167 190

Cobija et Lamar avaient été autorisées au milieu de 1827 par le général Sucre d'entrer dans le commerce extérieur. Au milieu de l'année 1836, il fut décidé que le Pérou et la Bolivie devaient profiter ensemble du port d'Arica. Contrairement à Cobija qui n'avait que de l'argent et un peu d'or en échange des articles européens, Arica exporta du salpêtre, du cuivre (Corocoro) de l'étain, de l'écorce de quinquina, de la laine (Puno), de l'or et de l'argent.

c) *Le Pérou*

H. Bonilla subdivise le commerce français avec le Pérou en deux phases:⁴³

a) De 1827 à 1841: baisse continue, accompagnée d'une hausse en 1831/32. La récession dans le commerce extérieur du Pérou pendant les premières années après l'indépendance s'applique à presque tous les pays de l'Amérique espagnole.

b) De 1844 à 1855 le commerce avec la France connut une forte expansion. Un changement de structures dans les exportations en était la conséquence: le coton, le cuivre, le salpêtre et surtout le guano apparaissent sur la liste des exportations.

Lorsque Callao avait le monopole pour le commerce de l'Espagne avec la Côte occidentale, les Espagnols n'importaient jamais pour plus de 21,5 millions de Francs, tandis qu'en 1840 les importations étaient montées à 82 millions. Quant à la production, elle n'avait pas augmenté dans la même mesure.

Au début des années trente, le gouvernement péruvien arrêta un nouveau tarif douanier pour défendre l'industrie du pays contre l'influence extérieure en se servant de la pensée de List, c.à.d. du protectionnisme. On mettait un droit de 80% sur tous les articles péruviens menacés par des articles étrangers en prenant comme base les prix courants du Pérou. Mais la différence de prix entre l'Angleterre et le Pérou était si grande que les Péruviens préféraient encore les produits anglais.⁴⁷

d) *L'Equateur*

Guayaquil avait 22 000 habitants en 1830 et 25 000 en 1947.⁴⁵ Ce port servait d'entrepôt à la marchandise étrangère et aux produits venant de l'intérieur du pays.

⁴³ H. Bonilla, *Aspects de l'histoire économique et sociale du Pérou, 1821-1879*, Thèse 3e cycle, Paris I, 1970, p. 86, et *La Coyuntura Commercial del Siglo XIX en el Perú*, in *Verhandlungen des XXXVIII. Internationalen Amerikanistenkongresses*, Bd. III, München, 1971, pp. 481-499.

⁴⁴ CC Lima, vol. 2, p. 4ff.

⁴⁵ Gabriel Lafond de Lurey, *Etudes sur l'Amérique espagnole, sous le rapport du commerce maritime de France. De l'Equateur*, Paris, 1848, p. 17.

Des navires nord-américains et anglais arrivaient avec de la monnaie d'argent au début des années vingt et ils achetaient du cacao qui était transporté à Gibraltar pour être introduit en Espagne en contrebande. Pendant les années trente deux tiers des exportations se composaient de cacao. Les exportations étaient complétées avec des cuirs, des chapeaux de paille, du tabac et des métaux précieux. L'Equateur reçut le métal précieux de la Colombie en échange de produits du pays.

Au commencement des années 1840 la valeur moyenne des importations à l'Equateur, par le port de Guayaquil, avait été environ de six millions huit cent mille francs. Les divers pays contribuèrent dans les proportions suivantes:⁴⁶

		<i>Francs</i>
Le Pérou	pour une valeur de	2 500 000
Le Chili	„ „ „ „	2 250 000
Les Etats-Unis	„ „ „ „	150 000
La Nouvelle-Grenade	„ „ „ „	700 000
L'Europe, par voie directe	„ „ „ „	1 000 000
L'Amérique centrale	„ „ „ „	100 000
Le Mexique	„ „ „ „	100 000
Valeur totale des importations		6 800 000

Les importations du Pérou et du Chili se composaient pour la plus grande partie, de marchandises d'Europe, sortant des entrepôts des deux pays.

La valeur annuelle des exportations de l'Equateur, avait le résultat suivant:

⁴⁶ M. H. Bosch Spencer, Commerce de la côte occidentale de l'Amérique du Sud. Statistique commerciale du Chili, de la Bolivie, du Pérou, de l'Equateur, de la Nouvelle-Grenade, de l'Amérique centrale et du Mexique, Bruxelles, 1848, pp. XII-XIII.

Francs

Cacao	pour une valeur de	3 200 000
Chapeaux de paille	” ” ” ”	310 000
Semelles pour chaussures	” ” ” ”	105 000
Bois de construction	” ” ” ”	50 000
Bayetas, tissus de laine	” ” ” ”	35 000
Cordages d'aloës (pita)	” ” ” ”	25 000
Autres articles	” ” ” ”	65 000
Or et argent	” ” ” ”	150 000

Il était généralement reconnu que presque tout l'or et l'argent qui sortaient de la république étaient exportés en fraude.

Valeur de l'exportation illégale	<u>2 860 000</u>
Total des exportations	6 800 000

*Jurgen SCHNEIDER**

* Université d'Erlangen-Nuremberg.